

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

EDITE LE : 24/01/14

MODIFIE LE :

DOSSIER

B45

Communauté de Communes du PAYS BARAQUEVILLOIS

156 Avenue Centre
12160 BARAQUEVILLE
05 65 69 27 43



CONSULTATION DES ENTREPRISES

APS

PC

PRO

DCE

DOE

CONSTRUCTION D'UN ESPACE ANIMATION ET D'UNE BIBLIOTHEQUE

MAIRIE
DE
GRAMOND
12160



Tél : 05-65-69-02-96
Fax : 05-65-69-14-95
E mail mairie.gramond@wanadoo.fr
Site internet www.gramond.fr

Le Bouscaillou - 12160 GRAMOND

BET STRUCTURE / FLUIDES



**Centre d'Etudes
Techniques**

77 avenue Tabardel
12740 SEBAZAC
tél : 05 65 46 91 71
fax : 05 65 46 92 62
cetec12@wanadoo.fr

BUREAU DE CONTROLE



**Bureau de
l'Aveyron**

Av. de l'Hôpital Bourran
Résidence "Le Pirée"
12000 RODEZ
tél : 05 65 68 18 68
cconstruction.rodez@socotec.fr

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SECTION B
Parcelle n°636
Surface 18 009m2

ba **bédru**
ARCHITECTES

435 ROUTE DE PUECH MAYNADE - PUECH BAUREZ - 12850 ONET LE CHATEAU
Tél. 05 65 68 34 88 - contact@bedrune-architectes.fr - www.bedrune-architectes.fr
Ordre des architectes n°midS01880 - SARL au capital de 10 000 euros - RC Rodez B 332 589 662

1 OBJET DES MARCHES - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet des marchés - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent chacun des marchés relatifs à la **Construction d'un espace d'animation et bibliothèque** - Le Bouscaillou à Gramond (12160).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La passation des marchés est soumise à la condition d'obtention des subventions et emprunts par la Communauté des Communes du Pays Baraquevillois ou la Commune de Gramond, nécessaires à la réalisation du projet.

1.2 Tranches et lots

Les marchés seront répartis en lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

Lot N° 01	TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS (TRAVAUX RESERVES)
Lot N° 02	GROS OEUVRE
Lot N° 03	CREPIS
Lot N° 04	CHARPENTE BOIS
Lot N° 05	COUVERTURE
Lot N° 06	MENUISERIE EXTERIEURE ALUMINIUM
Lot N° 07	MENUISERIE INTERIEURE BOIS
Lot N° 08	PLATRERIE
Lot N° 09	CARRELAGE
Lot N° 10	PEINTURE ET SOLS SOUPLES
Lot N° 11	ELECTRICITE CFO/CFA
Lot N° 12	PHOTOVOLTAIQUE
Lot N° 13	PLOMBERIE VMC
Lot N° 14	CHAUFFAGE
Lot N° 15	ESPACES VERTS (TRAVAUX RESERVES)

Le candidat a la possibilité de répondre à un ou plusieurs lots. Chaque lot constitue un marché séparé.

1.3 Maîtrise d'oeuvre

La mission confiée à la maîtrise d'oeuvre est une mission de base avec études partielles d'exécution (EXE) pour les lots terrassements, VRD, gros oeuvre (réseaux, infrastructures, superstructures...), électricité (courants forts et faibles), chauffage, plomberie, sanitaire, VMC, ECS solaire ...

1.4 Contrôle technique

Le bureau de contrôle est chargé d'assurer le contrôle technique de l'opération.

les entreprises devront fournir à leurs frais tous les documents demandés par ce bureau de contrôle.

1.5 Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Cette mission relève de la catégorie 2 avec comme obligations : coordonnateur, DIUO, PGC, PPSPS, RJ.

Les entreprises doivent tenir compte des recommandations et prescriptions de sécurité, et demandées dans le PGC, et remettre avec l'offre de prix une note mentionnant les points nécessitant un entretien ultérieur de l'ouvrage.

En fin de chantier, les entreprises devront remettre les notices d'entretien de tous les ouvrages, et les plans de récolements.

Les entreprises devront fournir au Coordonnateur C.S.P.S. tous les documents suivants avant le démarrage des travaux :

- Plan P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé), s'il est exigé,
- Demande d'agrément de sous-traitant si c'est le cas,
- Rapport de vérification des engins de levage,
- Plans d'installations de chantier.

Les entreprises veilleront tout particulièrement au respect des mesures prévues aux articles 3.2 et suivants du présent CCAP, relatives aux dépenses communes de chantier et à leur rémunération. Aucune entreprise ne pourra prétendre à une quelconque indemnité pour l'application des lois et décrets régissant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

1.6 Contrôle d'infiltrométrie

L'infiltration maximale du bâtiment doit être inférieure à 1,0 m3/(hm2).

L'étanchéité à l'air doit donc être parfaitement mise en oeuvre. Les ouvrages concernés sont les raccords avec les structures, les menuiseries extérieures, l'isolation et les freine-vapeurs, les passages de canalisations, gaines, conduits, et tout ouvrage appartenant à l'enveloppe extérieure.

En phase chantier, après travaux d'étanchéité à l'air, et avant réalisation des finitions, il sera réalisé un test d'infiltrométrie par un organisme spécialisé. Les entreprises concernées seront convoqués à cette intervention, et devront corriger les fuites.

En phase réception, un nouveau test sera réalisée, si celui-ci ne donne pas satisfaction, les entreprises concernées devront réparer les fuites et remettre les ouvrages en état. Un nouveau test sera ensuite réalisé, aux frais des entreprises défaillantes, après mise en conformité des ouvrages.

1.7 Etendue et mode de consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles 26 et 28 du Code des Marchés Publics : consultation selon la procédure adaptée.

Les stipulations du CCAG Travaux dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 8 septembre 2009 s'appliquent au présent marché.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

a) - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
- Le Règlement de Consultation (R.D.C.)
- Le présente Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), commun à tous les lots,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Communes (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) assorti des documents ci-après :
 - * plans et documents graphiques
- Le mémoire technique.
- Le tableau des surfaces,
- Le planning des travaux
- La décomposition du prix global forfaitaire comprenant des options si elles sont demandées au C.C.T.P. et des variantes si le candidat souhaite en proposer,
- Le P.G.C. (Plan Général de Coordination),
- Le bordereau de prix des matériaux et éléments rendus sur chantier ou stockés dans les ateliers, usines ou dépôts de l'entrepreneur (pour le règlement des approvisionnements).

Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toute sorte pouvant apparaître dans la décomposition du prix des travaux traités à prix forfaitaires ne peuvent pas conduire à une modification du prix forfaitaire hors taxe porté dans l'acte d'engagement. Seules les erreurs provenant du calcul ou de l'addition de la T.V.A. pourront donner lieu à une modification, par le Pouvoir Adjudicateur, du montant total porté dans l'acte d'engagement.

b) - Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.3.2.

- Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par Arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.), applicables aux marchés publics de travaux institué par le décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (CCS/DTU).

3 PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages - Règlement des comptes - Taux des intérêts moratoires

- 3.1.1** Le prix du marché est hors TVA et est établi en tenant compte :
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés au 1.2 ci dessus,
 - des dépenses communes de chantier mentionnées au 3.2 ci-après,
 - des dépenses de chantier propres à chaque lot mentionnées dans le CCTP et le PGC.
- 3.1.2** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix global forfaitaire stipulé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3.2 Répartition des dépenses communes de chantier

3.2.1 Dépenses d'investissement

Dépenses LOT MACONNERIE

Etablissement des panneaux de chantier conformément au Code du Travail et du panneau d'affichage du permis de construire conformément au Code de l'Urbanisme.

Fourniture et pose de clôtures de chantier.

Branchements provisoires d'EV, EU, EP, eau, électricité (compris fourniture de l'armoire générale), téléphone...

Exécution des voies d'accès provisoire au chantier.

Installation d'éclairage et de signalisation.

Installations communes de sécurité et d'hygiène.

Dépenses LOT ELECTRICITE :

Coffrets de distribution (compris les raccordements).

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

3.2.2 Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installation indiquées ci-dessus 3.2.1 sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombent au lot gros-oeuvre :

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de fermetures provisoires des bâtiments.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais,
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées,

Les entrepreneurs des différents lots seront tenus, au jour le jour :

- de procéder au tri sélectif, puis à l'enlèvement de leurs déchets respectifs, de façon à maintenir constamment le chantier en état convenable de propreté.
- de récupérer leurs effluents (peinture, colles, lavages) au fur et à mesure de leur utilisation, et de les évacuer.

En fin de chantier, un nettoyage général sera réalisé par une entreprise d'insertion, cette prestation sera facturée au compte prorata.

Si l'état de propreté n'est pas jugé suffisant par le Maître d'Oeuvre, celui-ci fera procéder aux enlèvements nécessaires par l'entreprise de son choix, aux frais du/ou des entrepreneurs défailants, ou, s'il y a lieu du compte prorata.

3.2.3 Dépenses diverses

Font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses ci-après :

- abonnements et consommations d'eau, d'électricité et de téléphone,
- chauffage du chantier,
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux : EV, EU, EP, eau, électricité (courants forts et faibles) et téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - * l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - * les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
 - * la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers,
- frais de location et de vidage des bennes de chantier.

L'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa mais il ne peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses en gardant à sa charge 50 % de leur montant et en sous-répartissant le complément entre les autres entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finaux et leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur le ou les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputés réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1 - Le prix est ferme, actualisable suivant les modalités fixées au 3.3.3 et 3.3.4

3.3.2 - Mois d'établissement du ou des prix du marché :

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres, ce mois est appelé "mois zéro" (mo).

3.3.3 - Choix de l'index :

L'index de référence I choisi pour l'actualisation des prix des travaux est l'index BT 01;

3.3.4 - Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables :

L'actualisation est effectuée par application aux prix de chaque lot d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I(d-3)}{I_0}$$

où I_0 et I_{d-3} sont des valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $d-3$ par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

3.3.5 - Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.3.6 - Règlement des acomptes :

Le règlement des comptes du marché se fait par acomptes mensuels et un solde établis et réglés conformément à l'article 13 du C.C.A.G Travaux.

Aucun règlement pour solde, aucune remboursement de retenue de garantie ou de mainlevée de cautionnement ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne peut produire un quitus des assureurs attestant que l'intéressé a intégralement réglé les primes qui lui incombent.

4 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX - PENALITES - RETENUES

4.1 Délais d'exécution des travaux

Le début des travaux est fixé au **3 mars 2014**, la fin des travaux au **19 décembre 2014**

Chaque corps d'état devra en temps utile se mettre en rapport avec les différents corps d'état et fournisseurs intéressés et s'entendre directement avec eux, en ce qui concerne leurs fournitures et mise en oeuvre respective, conformément au planning des travaux accepté lors de la première réunion de coordination, contradictoirement entre les entreprises, et le maître de l'ouvrage. Si des difficultés surgissent entre les différentes entreprises, celles-ci s'engagent à accepter la décision prise par le maître d'ouvrage sans que ladite décision puisse diminuer leur responsabilité en matière de travaux et délai d'exécution, celle-ci restant entière.

4.1.1 Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Les délais d'exécution des travaux propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution constituant la pièce particulière n° 4 (document joint au dossier de consultation).

REMARQUES IMPORTANTES :

La notification des marchés aux entreprises vaut ordre de commencer les travaux. Cependant, il sera tenu compte de la période de préparation décrite ci-après (article 7.1 du CCAP) qui est comprise dans le délai global d'exécution des travaux.

4.1.2 Calendrier détaillé d'exécution.

a) - Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'oeuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution figurant au 4.1.1.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux, il indique en outre, pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'oeuvre à l'approbation du Pouvoir Adjudicateur dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au 7.1 ci-après.

b) - Le délai d'exécution propre à chacun des lots est déterminé sur le calendrier détaillé d'exécution décrit ci-dessus.

c) - Au cours du chantier et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés, le maître d'oeuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

4.2 Prolongation des délais d'exécution propres aux différents lots

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 19.2.3 (premier alinéa) du CCAG est égal à 5 jours.

La prolongation du délai des intempéries sera faite en jours ouvrés et sera réduite d'autant.

4.3 Modification de la masse des travaux

Les travaux en plus ou en moins, ne sont exécutés par l'Entrepreneur que sur ordre signé par le Maître d'Oeuvre. Ils sont réglés aux prix unitaires du devis, ou à défaut, moyennant les prix d'un devis accepté par les parties.

En cas de diminution ou d'augmentation dans la masse des travaux, l'entrepreneur ne peut élever aucune réclamation tant que celle-ci, évaluée au prix de base du marché n'excède pas 1/5 du montant du marché.

Les travaux supplémentaires seront facturés en fin de chantier, au moment de l'établissement du décompte définitif.

Au delà, l'entrepreneur a la faculté de demander la résiliation de son marché.

Si les travaux ne peuvent être entrepris du fait du Maître d'Ouvrage pour quelque cause que ce soit, aucune indemnité ne peut être réclamée par l'entreprise.

4.4 Pénalités

4.4.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité de 1/300^e du marché avec un minimum de 200 €/jour calendaire.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'une remise de pénalités en fin de chantier si le délai global d'exécution des travaux est respecté.

4.4.2 Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions, il sera appliqué une pénalité par réunion de **100 € (cent euros)**.

4.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en incombe à l'entrepreneur.

4.6 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à **75 € (soixante quinze euros)** sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

5 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 Caution personnelle et solidaire

Le recours à une caution personnelle et solidaire en lieu et place de la retenue de garantie **est obligatoire**.

5.2 Avance forfaitaire

Conformément aux articles 87 et 90 du Code des Marchés Publics, une avance forfaitaire de 5 % est accordée au titulaire du marché lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT.

Cette avance forfaitaire ne sera versée qu'après :

- constitution par l'entreprise d'une garantie à première demande d'un montant égal à celui de l'avance forfaitaire du lot considéré.
- réception de l'exemple original de la garantie à la première demande par la Communauté des Communes du Pays Baraquevillois.

Il n'est pas accordé d'avance forfaitaire au titulaire d'un marché d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT.

5.3 Avance sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

5.4 Retenue de garantie

Sans objet, remplacé par une caution personnelle solidaire.

5.5 Approvisionnements

Suivant l'article 11.3 dU CCAG et dans la limite de 80 % de la valeur des approvisionnements effectués.

Un certificat de transfert de propriété sera établi par l'entreprise demandant un acompte pour approvisionnement, et ce, pour chaque acompte.

6 IMPLANTATION DES OUVRAGES

6.1 Piquetage général

Le piquetage général est effectué contradictoirement entre le maître d'oeuvre et les entreprises concernées avant tout commencement des travaux.

7 PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comme à tous les marchés, qui est comprise dans le délai d'exécution de l'ensemble des lots. Sa durée est de **UN (1) MOIS**. Elle commence à courir à compter de la notification des marchés.

Il est procédé au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 et 3 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

- élaboration par le maître d'oeuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1.2 a ci-dessus,
- établissement par les entrepreneurs sous la coordination du maître d'oeuvre, et présentation au visa de celui-ci, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,
- achèvement par les entreprises titulaires des marchés, des plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calculs et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG.

7.2 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder dix pour cent (10 %) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à dix pour cent (10 %).

7.3 Garde de chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Si le marché relatif à un lot autre que le lot gros oeuvre est résilié par application des articles 46 et 48 du CCAG, l'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre doit assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre.

7.4 Accès au chantier

L'accès au chantier se fera par la RD 38 et la VC 8, sans traverser le village de Gramond et le hameau de la Saurie.

8 CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

8.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur à la diligence et en présence du maître d'oeuvre.

8.2 Réception

Par dérogation à l'article 41.1 à 3 du CCAG :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés et prend effet à la date de cet achèvement,

- l'entrepreneur chargé d'aviser le Pouvoir Adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

Pour tous les lots désignés ci-après, la réception est prononcée sous réserve de l'exécution concluante des épreuves du CCTG ou du CCTP, à savoir :

Lot N° 01	TERRASSEMENT - VOIRIE - RESEAUX DIVERS (TRAVAUX RESERVES)
Lot N° 02	GROS OEUVRE
Lot N° 03	CREPIS
Lot N° 04	CHARPENTE BOIS
Lot N° 05	COUVERTURE
Lot N° 06	MENUISERIE EXTERIEURE ALUMINIUM
Lot N° 07	MENUISERIE INTERIEURE BOIS
Lot N° 08	PLATRERIE
Lot N° 09	CARRELAGE
Lot N° 10	PEINTURE ET SOLS SOUPLES
Lot N° 11	ELECTRICITE CFO/CFA
Lot N° 12	PHOTOVOLTAIQUE
Lot N° 13	PLOMBERIE VMC
Lot N° 14	CHAUFFAGE
Lot N° 15	ESPACES VERTS (TRAVAUX RESERVES)

8.3 Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents fournis après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière.

8.4 Délais de garantie

Le délai de garantie est d'un an pour l'ensemble des ouvrages. Ce délai court à partir du jour de la réception des travaux.

8.5 Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur doit justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil.
- les entreprises répondant conjointement et solidairement devront produire une attestation d'assurance prévoyant la garantie de solidarité contractuelle.

Ils devront justifier de leur souscription vis à vis du pouvoir adjudicateur durant toute la durée du marché.

A Baraqueville, le

Le Pouvoir Adjudicateur